

QUAND LE DAP QUITTE LE NAVIRE



Aujourd'hui, la situation des établissements pénitentiaires en région parisienne est des plus critique, les agressions sur les personnels sont en constantes augmentations.

Pire encore, ces derniers jours, certains voyous n'hésitent plus à agresser les personnels pénitentiaires et leur famille jusqu'à leur domicile.

Du jamais vu, ces agressions ultra violentes appellent à la réaction de notre administration de tutelle qui doit mettre tout en œuvre pour assurer la sécurité des personnels à tout moment.

Aujourd'hui, force est de constater que la plus haute autorité de cette administration quitte ses fonctions en abandonnant les personnels face à la vindicte de la Voyoucratie.

Force Ouvrière Pénitentiaire alerte le Ministre de la Justice et lui demande solennellement de mettre tout en œuvre afin d'apporter toutes les réponses à ce phénomène croissant d'agressions envers les personnels.

À ce sujet, bon nombre de dossiers tels que la sécurisation des missions extérieures, la mise en place des Equipes Locales de Sécurité Pénitentiaire ainsi que l'armement des personnels sont toujours au point mort, alors que les engagements ont été pris par le Ministre de la Justice pour accélérer la mise en place de ces derniers.

Force est de constater que nous ne resterons pas spectateurs des lourdes agressions dont ont été victimes les collègues de Fresnes et de Bois-d'Arcy ces deux derniers jours et qu'une riposte des personnels se fera entendre dès ce soir sur le Centre Pénitentiaire de Fresnes, à laquelle s'associeront les instances régionales et nationales du **SNP-FO Personnels de Surveillance**.

Une nouvelle fois le **SNP-FO Personnels de Surveillance** interpelle le cabinet ministériel sur l'urgence de réponses concrètes qui doivent être faites à des personnels abandonnés à leur triste sort.

Force Ouvrière Pénitentiaire en appelle au Ministre de la Justice afin d'enrayer ces agressions, de nous donner définitivement tous les moyens pour combattre ce phénomène de radicalisation violente.

Paris, le 05 avril 2017
FO Pénitentiaire